L'Après M : un bateau de sauvetage plutôt qu'une banque alimentaire

Partage international n° 409 – Septembre 2022

par Pauline Welch

Saint-Barthélemy, un quartier particulièrement pauvre et défavorisé de Marseille (France), est devenu un modèle communautaire contre la précarité et la marginalisation chroniques. En 2018, après l'arrêt des subventions publiques, le fast-food McDonald's local (le deuxième plus gros employeur du quartier) a cessé son activité, licencié ses 77 employés, et mis en vente le site malgré le fait que tant de personnes du quartier en étaient venues à dépendre de lui pour l'emploi et avoir un endroit où sortir pour manger.

Le bâtiment est resté vide jusqu'au premier confinement de la covid. En mars 2020, des squatters l'ont investi. Il s'agissait de bénévoles qui voulaient transformer le bâtiment en banque alimentaire, contre la volonté de McDonald's, afin d'aider les personnes du quartier qui souffraient de la faim, dont beaucoup étaient des immigrants sans emploi, des réfugiés ou des sans-abri. Ils ont changé l'enseigne en *L'Après M.*

L'un des principaux organisateurs, Fati Bouarua, qui a lui-même grandi dans les quartiers les plus défavorisés de Marseille et a passé une grande partie de sa vie à faire du travail communautaire, a déclaré à propos des effets de la covid : *« Lors du premier confinement, les gens avaient plus peur de mourir de faim que de la covid par ici. […] Tout a été fermé, même les associations caritatives et l'aide sociale. Les gens devaient se débrouiller seuls. Avec ou sans papiers, ils n'avaient rien. »*

Une autre volontaire, Ourada, a rapporté la même histoire, soulignant leur isolement par rapport aux quartiers sud de Marseille plus favorisés : *« Ici, les gens n'avaient pas peur de mourir de la covid. Ils avaient peur de mourir de faim. Beaucoup d'entre nous ont perdu comme moi leur emploi, et ce quartier est mal relié au centre-ville. Il n'y a qu'une seule ligne de bus qui traverse tout le côté nord. Dans le sud, il y a des lignes de métro, des lignes de tramway, des lignes de bus et même des bacs… »*

La communauté s'est mobilisée. Les agriculteurs ont apporté des fruits et légumes plutôt que de les voir se perdre, les magasins ont offert de la nourriture, les pompiers et des associations locales ont apporté de la nourriture aux personnes dans le besoin et les habitants ont fait des dons. Au cours des cinq premières semaines suivant l'ouverture, 100 000 personnes ont reçu des colis alimentaires. Quarante sept associations locales se sont mises à travailler en partenariat avec le personnel initial, identifiant les personnes dans le besoin. Les files d'attente pour la nourriture duraient des heures.

L'ancien directeur général du restaurant, Kamel Guemari, d'autres employés, des artistes et des militants ont commencé à collecter des fonds pour acheter ou louer le bâtiment. En juin 2021, on comptait 50 000 donateurs, donnant 25 euros chacun. Tous ceux qui font un don au fonds possèdent une part dans *La Part du peuple*, une entreprise à but non lucratif dont personne n'est propriétaire.

F. Bouarua explique : *« Ce que nous voulons, c'est créer ici un centre social de restauration rapide, un restaurant dont les prix sont déterminés par ce que vous gagnez. Si vous êtes un sans-papiers, vous pouvez venir manger deux fois par semaine gratuitement. Ceux qui touchent le salaire minimum ne paieront que trois euros par personne, et ainsi de suite – un menu à barème dégressif. Nous allons réembaucher 37 employés, et les autres seront 40 bénévoles offrant une demi-journée par mois de leur temps pour faire fonctionner l'ensemble. C'est un modèle qui permet non seulement d'aider les plus pauvres à survivre, mais aussi de lutter contre la victimisation causée par le capitalisme. »*

Les aspirations à vocation sociale vont encore plus loin et sont soutenues par le maire local, qui a tenu parole et fait en sorte que le site soit retiré des mains de McDonald's dans le cadre d'une expropriation, ce qui permet au projet de se poursuivre et de se développer.

Considéré comme presque « mythique » pour ses nombreuses années de lutte contre McDonald's en faveur des droits des travailleurs et pour l'embauche de jeunes afin de les sortir de la rue, Kamel Guemari considère cette initiative comme un effort collectif et

une occasion pour lui de rendre la pareille à la communauté. Mais il espère également que le projet inspirera l'ensemble de Marseille. *« Nous voulons que le clivage nord-sud disparaisse. Tout le monde en a marre. […] Ici, il y a beaucoup de jeunes malheureux à qui on ne donne pas leur chance. Je le sais parce que j'en étais un. Ce qui m'a sauvé, c'est ce McDonald's. Ils m'ont embauché quand j'avais 16 ans, ils m'ont donné une chance. Maintenant, nous espérons en donner une à chaque enfant qui en a besoin. »*

« Ce n'est pas seulement une banque alimentaire, explique l'un des bénéficiaires. *C'est plus comme un bateau de sauvetage. »*

Lieu : Marseille, France **Auteur** : Pauline Welch, collaboratrice de Share International résidant au Royaume-Uni, en sa qualité de rédactrice, traite principalement de questions environnementales et politiques.
Sources : vice.com ; gal-dem.com ; fr.aspresm.com
Thématiques : Société
Rubrique : De nos correspondants